



Munich Personal RePEc Archive

Expanding Horizons: Iran's Strategic Engagements in Sub-Saharan Africa - Insights from South Africa, Nigeria, and Tanzania

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Studies, Hamburg

9 August 2024

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/121666/>
MPRA Paper No. 121666, posted 09 Aug 2024 13:31 UTC

Élargir les horizons: les engagements stratégiques de l'Iran en Afrique subsaharienne – Études de cas d'Afrique du Sud, du Nigeria et de Tanzanie

Dirk Kohnert ¹

Caricature: *Comment les Iraniens et les Saoudiens voient-ils leur engagement mutuel en Afrique* ²



Source: © Hilalius; [Joanna Paraszczuk & Golnaz Esfandiari](#), *Saudi daily Okaz*, 7 Janvier 2016

Résumé : Depuis les années 1960, le régime de Reza Pahlavi (1941-1979) et, à partir de 1979, la République islamique d'Iran, sont intervenus en Afrique subsaharienne. Alors que la politique du Chah était motivée par une position anticommuniste virulente, la République islamique d'Iran (RII) a poursuivi une politique « radicale » de changement du statut politique du monde occidental, y compris des alliés arabes occidentaux, hostiles à la survie du régime des mollahs. Alors que le Chah se concentrait sur des intérêts géopolitiques, en particulier dans la Corne de l'Afrique, la voie maritime vitale vers la mer Rouge, et en Afrique du Sud, et ignorait les intérêts des musulmans africains, la RII a exploité des islamistes de plus en plus radicalisés pour étendre l'influence iranienne sur le continent. Par exemple, la RII a dépensé des milliards de dollars dans la région pour fournir des écoles musulmanes et des services sociaux gratuits par le biais d'hôpitaux et d'orphelinats soutenus par le Croissant-Rouge iranien. La stratégie de l'IRI visait à renforcer le soutien populaire au sein des communautés musulmanes plutôt qu'à se concentrer exclusivement sur les gouvernements africains. Les politiques expansionnistes de Téhéran comprenaient la vente d'armes à des acteurs étatiques et non-étatiques et la déstabilisation de régimes. L'objectif était de nouer des partenariats qui permettraient d'échapper aux sanctions internationales tout en ouvrant un nouveau terrain à son 'axe de résistance' contre ses adversaires mondiaux et régionaux, en particulier son ennemi juré Israël. La version La version de Téhéran de l'islam politique impliquait la constitution de mandataires, notamment le Hezbollah au Liban et les rebelles Houthis, plus récemment au Yémen, qui a semé le chaos sur les voies maritimes internationales en solidarité avec la cause palestinienne. Téhéran a étendu son influence dans la région du Sahel, profitant de la politique africaine égoïste de la France et des politiques d'autres puissances occidentales en Afrique de l'Ouest pour établir des contacts avec les juntes militaires anti-occidentales de l'ASE au Burkina Faso, au Mali et au Niger. La Russie, la Chine et la Turquie ont ouvert la voie à ce nouvel alignement. La rivalité entre l'Iran et Israël s'est intensifiée au cours des dernières décennies, avec plusieurs confrontations entre les deux pays dans la mer Rouge et en Afrique de l'Est depuis les années 2010. L'Iran n'a cessé d'étendre son engagement dans toute la région, conduisant à un « équilibre de dissuasion » entre les deux pays.

Mots-clés: [Iran](#), [Israël](#), [Palestine \(État\)](#), [Afrique subsaharienne](#), [islam politique](#), [djihadisme](#), [Houthis](#), [Hezbollah](#), [Corne de l'Afrique](#), [Yémen](#), [Mer Rouge](#), [Sahel](#), [Afrique du Sud](#), [Nigeria](#), [Tanzanie](#), [Arabie Saoudite](#), [France](#), [Turquie](#), [Russie](#), [Chine](#)

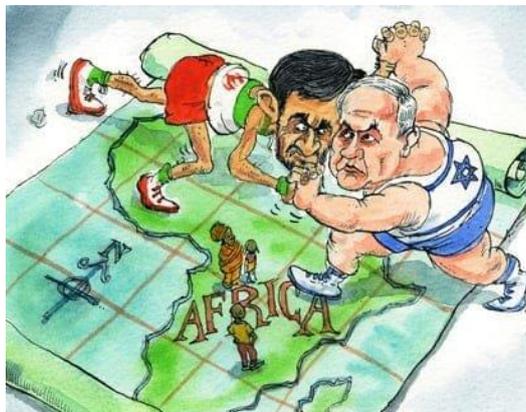
JEL-Code: E26, F13, F22, F35, F51, F54, F63, H56, N17, N47, O55, P45, Z12, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet:* 8 août 2024

² Un dessin du quotidien saoudien Okaz montre la main de retenue de Riyad qui retient un Iran déterminé à semer le chaos dans toute la région. © [Paraszczuk & Esfandiari](#), 2016; Radio-Free-Europe, Radio Liberty.

1. Introduction

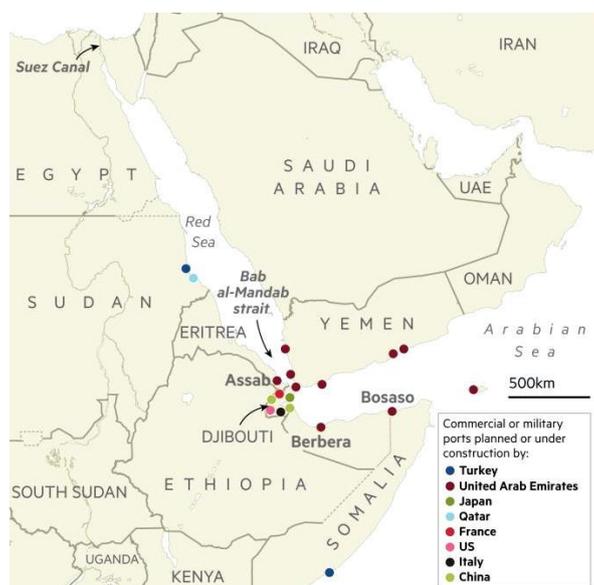
*Caricature 2 : L'Iran et Israël à la recherche d'alliés dans un monde hostile*³



Source: © David Simonds, *The Economist*, 4 février 2010; Kohnert, 2023

Depuis la [Seconde Guerre mondiale](#), le [gouvernement iranien](#) mène des activités diplomatiques et économiques en [Afrique subsaharienne](#) (ASS). Ces activités ont été initialement menées sous le règne du Chah [Mohammad Reza Pahlavi](#) (1941-1979) et se poursuivent depuis 1979 sous le règne de la [République islamique d'Iran](#) (IRI) (Lefebvre, 2019). Cependant, alors que la politique du Chah était motivée par une position d'endiguement anticommuniste pendant la guerre froide, le régime des mollahs a poursuivi une politique « expansionniste » pour modifier le statu quo politique en ASS, qui est dominé par des intérêts occidentaux perçus comme hostiles à la survie de la République islamique d'Iran.

Graph 1: « La lutte pour le pouvoir au [Moyen-Orient](#) se déplace vers la [Corne de l'Afrique](#) »
« Course à la construction de bases commerciales et militaires »⁴



Source: © Brookings; FT research, *Financial Times*, 30 June 2019; maps4news.com, © HERE; Darwich 2020

³ Caricature : « À la recherche d'alliés dans un monde hostile »-- Source: © David Simonds, *The Economist*, 4 Février 2010 – “Iran’s proclaimed ambitions in Africa are particularly worrying for Israël, which once had a lot of friends on the continent and wants to keep the few that remain.”, The Editor, *The Economist*, 4 Février 2010.

⁴ Wilson, Tom, and Andrew England. 2019. ‘Middle East’s Power Struggle Moves to the Horn of Africa’. *Financial Times*. 30 June 2019.

Pendant les quarante années de son règne, le [Chah](#) a concentré ses principaux intérêts géopolitiques et stratégiques sur la [Corne de l'Afrique](#), en particulier en ce qui concerne la sécurisation de l'accès au [golfe Persique](#), la voie maritime vitale de la [mer Rouge](#) et le goulet d'étranglement de [Bab el-Mandeb](#). Cependant, [Mohammad Reza Pahlavi](#) n'était pas, comme cela a été souvent décrit dans les médias occidentaux pendant la [guerre froide](#), un vassal des puissances occidentales. Néanmoins, [Téhéran](#) a continué d'agir comme une puissance indépendante, traçant sa propre voie. L'[Afrique](#) a joué un rôle central dans la politique économique et sécuritaire du Chah, dans laquelle il a cherché à forger des alliances pour contrebalancer le [nationalisme](#) croissant du président égyptien [Gamal Abdel Nasser](#). Cela s'est fait, par exemple, par l'apport d'une aide iranienne, la sélection stratégique des clients du pétrole iranien et l'identification des sources potentielles [d'uranium](#). Le retrait des forces britanniques du golfe Persique en 1971 et la hausse des prix du pétrole qui a suivi en 1973 ont donné à Téhéran l'occasion d'assumer un rôle plus important dans la région de [l'océan Indien](#), soulignant ainsi la centralité de l'Afrique dans la stratégie globale de l'Iran (Steele, 2024).

Bien que les relations de [l'Iran](#) avec l'[ASS](#) aient eu lieu dans plusieurs espaces transnationaux, la sphère de la coopération en matière de sécurité est sans doute la moins bien comprise. L'une des tactiques de l'Iran pour établir une relation avec les États africains a été d'utiliser le discours dit du [Sud global](#), qui, tout en évoquant des motifs d'unité, d'égalité et de solidarité, masque l'avantage inégal de l'Iran en termes de puissance. Alors que les relations des États africains avec l'Iran évoluent, ils feraient bien de continuer à aborder [Téhéran](#), qui risque de rester un État paria mondial, avec prudence. Si l'Iran semble avoir une aide étrangère et militaire substantielle à offrir aux États africains, l'existence d'alliés musulmans alternatifs comme la [Turquie](#), ainsi que l'utilisation peu fiable par Téhéran du langage du Sud global, devraient suggérer que de meilleures options sont susceptibles d'être trouvées (Warner & Gallo, 2013).

Néanmoins, [l'Iran](#) et le pays le plus important de [l'Afrique du Sud](#) ont une compréhension commune de nombreuses questions régionales et internationales. Ils montrent la voie aux autres pays de [l'Afrique du Sud](#) pour élargir leur coopération et améliorer ensemble le régionalisme économique et politique dans le cadre de [l'Association des États riverains de l'océan Indien](#), de la coopération Sud-Sud et du [Mouvement des non-alignés](#) (Bakhshi, 2014). Avec l'assouplissement des [sanctions internationales contre l'Iran](#), l'Union africaine (UA) doit prendre de nouvelles décisions sur la normalisation diplomatique. [L'Afrique du Sud](#), qui exerce une influence considérable au sein de l'UA, jouera un rôle clé dans ce processus et est susceptible de faire pression pour un rapprochement avec l'Iran. Cependant, la résistance du principal rival régional de l'Iran, [l'Arabie Saoudite](#), compliquera les positions de politique étrangère des États membres de l'UA. Cette question est susceptible de provoquer des dissensions au sein de l'UA, avec des pays comme le [Nigeria](#), le [Soudan](#) et [l'Égypte](#) susceptibles de défendre des positions favorables à [l'Arabie Saoudite](#) au sein de l'UA (Fakude, 2016).

L'engagement initial de [l'Iran](#) avec [l'Afrique subsaharienne](#) a commencé par des ouvertures diplomatiques étendues à l'empereur d'Éthiopie [Haile Selassie](#). Depuis 1960, lorsque le [royaume salomonien](#) de l'empereur Haile Selassie a été confronté aux défis des mouvements de [décolonisation](#) africains, les deux dirigeants sont restés les plus proches alliés en ASS jusqu'à la chute de Selassie en 1974. Le Chah Pahlavi était préoccupé par la prolifération de régimes radicaux soutenus par [l'Union soviétique](#) au [Moyen-Orient](#) (Steele, 2021). En outre, il s'est engagé dans des transactions économiques avec [l'Afrique du Sud](#) de [l'apartheid](#) (Scollon, 2024). Cependant, les relations de Téhéran avec certains

pays, dont le gouvernement sud-africain de l'apartheid et ceux qui recevaient un soutien militaire et financier de l'Iran, étaient considérées comme ambivalentes et ont suscité un scepticisme à l'égard de l'Iran parmi les autres pays africains. Cela a finalement abouti à la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran sous le Chah. Cependant, la victoire de la [révolution iranienne](#) a donné lieu à une nouvelle trajectoire dans les relations avec l'Afrique (Khan Ahmadi, 2023). Le nouveau régime a même inscrit l'exportation mondiale de son idéologie dans la constitution iranienne ainsi que dans le cours de la lutte du peuple musulman. Cette détermination panislamique a d'abord réussi au [Liban](#). Par conséquent, le groupe politique et militant chiite basé au Liban, le [Hezbollah](#) (« Parti de Dieu »), est considéré par certains experts comme un partenaire politique principal de l'Iran, plutôt qu'un simple mandataire qui capitalise sur la faiblesse de la gouvernance ainsi que sur les groupes criminels organisés internationaux préexistants et les routes de contrebande (Akerle, 2021). Le parti islamiste [chiite](#) a été créé à la suite de [l'occupation du sud du Liban par l'armée israélienne](#) en 1982. Il aspire à établir un « État dans l'État » islamique au Liban. Le manifeste fondateur du Hezbollah, publié en 1985, décrit explicitement l'allégeance du parti au « Guide suprême » iranien, ce qui témoigne des liens durables entre le Hezbollah et l'Iran. L'organisation est un mouvement politique et militant hybride composé de trois éléments: social, politique et militaire. Elle reçoit environ 80 % à 90 % de ses revenus du gouvernement iranien, qui fait don d'environ 200 millions de dollars par an. Il existe des parallèles évidents entre le modèle iranien d'exportation de l'idéologie [chiite](#) et l'infrastructure rivale de [l'Arabie Saoudite](#) utilisée pour diffuser le [wahhabisme](#) à l'échelle mondiale. Les principales similitudes incluent les mécanismes de financement parrainés par l'État, l'infrastructure de *da'wa* ([prosélytisme](#)), l'investissement dans l'éducation et une forte dépendance au [panislamisme](#) comme justification religieuse et idéologique, par exemple au [Nigeria](#) et en [Sierra Leone](#) (Akerle, 2021).

Il existe néanmoins un [racisme](#) latent en [Iran](#), qui ressemble aux attitudes raciales envers les [Africains noirs](#) observées en [Israël](#) (Kohnert, 2024). En témoignent par exemple les connotations raciales associées aux personnages de bandes dessinées iraniennes populaires *sīyāh bāzī* et *hājī fīrūz*. Ces personnages ont élaboré des généalogies pseudo-historiques qui lient la tradition et le personnage aux pratiques préislamiques et aux résonances avec l'histoire de [l'esclavage africain](#) en Iran (Vaziri, 2021).

Par la suite, au cours des quarante années de règne de la République islamique d'Iran (RII), [Téhéran](#) a étendu ses intérêts en [Afrique subsaharienne](#). Alors que le [Chah](#) a largement négligé le sort de millions de musulmans africains, à l'exception peut-être du conflit entre la [Somalie](#) et l'[Éthiopie](#) à la fin des années 1970, la RII a cherché à tirer parti de ces nombreuses communautés au niveau local pour étendre l'influence iranienne à travers le continent (Lefebvre, 2019). À titre d'exemple, des ressources financières considérables ont été allouées à la fourniture de services sociaux gratuits par la création d'hôpitaux et d'orphelinats, ainsi qu'à la création d'écoles et de séminaires islamiques dans le but d'étendre l'influence iranienne en Afrique subsaharienne. Les efforts du Chah pour limiter la propagation des idéologies communistes dans la [Corne de l'Afrique](#) ont été en grande partie infructueux. Cela est dû au fait que le régime pro-soviétique [d'Addis-Abeba](#) a finalement succombé à la [guerre de sécession érythréenne](#), qui a commencé douze ans après le renversement du Chah. En revanche, l'[IRI](#) a reçu l'approbation et les félicitations de nombreux pays africains, en raison de ses activités culturelles, religieuses, scientifiques et technologiques qui ont impliqué des institutions clés, notamment la Fondation Mostazafan ([Bonyad-e Mostazafen va Janbazan](#)), le [Jihad de construction](#) (Jihad-e-Sazandegi), Danesh Bonyan, la [Société iranienne du Croissant-Rouge](#), qui fournit des services médicaux, le [Comité de secours de l'imam Khomeini](#), [l'Assemblée mondiale d'Ahl Al-Bayt](#), connue pour sa propagande et son soutien aux groupes militants islamistes,

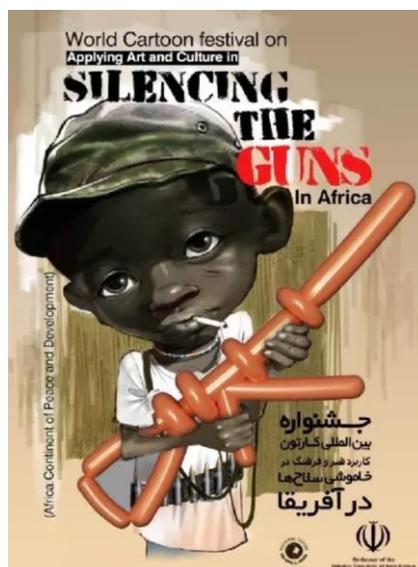
et les branches de [l'Université internationale Al-Mustafa](#), qui dispensent une éducation islamique aux étudiants internationaux (y compris aux femmes universitaires) (Keynoush, 2021).

Les opposants perçoivent cette activité comme une simple « couverture », qui permettrait à la [RII](#) de faire avancer ses intérêts stratégiques à long terme dans la région et d'étendre l'influence de l'Iran (Lefebvre, 2019). Elle étend sa portée en [Afrique](#), fournit des armes, forme des alliances et rassemble des partisans alors qu'elle s'efforce de renforcer son influence sur le continent. Il s'agit d'un réalignement stratégique important, qui a impliqué l'envoi de délégations diplomatiques et commerciales iraniennes de haut niveau, en plus de la livraison d'armes à l'Afrique (Scollon, 2024).

En contrepartie, [Téhéran](#) cherche à établir des partenariats qui lui permettront de contourner les [sanctions internationales](#) tout en consolidant sa position au sein de « [l'Axe de la Résistance](#) » contre ses adversaires mondiaux et régionaux. Sa stratégie a été conçue dans le but de recueillir le soutien de la base parmi les communautés musulmanes, plutôt que de se concentrer exclusivement sur les gouvernements africains comme celui d'[Israël](#) et de ses [partenaires occidentaux](#). Par conséquent, malgré les limites de ses ressources financières, Téhéran pourrait encore être capable de maintenir et d'étendre l'influence iranienne en [ASS](#). Néanmoins, la capacité de l'ASS à maintenir son niveau actuel d'activités dépendra de l'impact des sanctions économiques internationales sur l'industrie pétrolière iranienne et de la mesure dans laquelle Téhéran pourra persuader les clients africains d'acheter du pétrole iranien pour compenser cette perte de revenus (Lefebvre, 2019).

Caricature 3 : « Faire taire les armes en Afrique »⁵

Campagne en coopération avec l'ambassade de la République islamique d'Iran au Kenya



Source: © Regional Center of Small Arms, *Irancartoon*, 17 Août 2022

En juillet 2023, le président [Ebrahim Raïssi](#) a entrepris une tournée dans trois pays de [l'ASS](#), dont le [Kenya](#), [l'Ouganda](#) et le [Zimbabwe](#), marquant ainsi la première visite d'un

⁵ Le Centre régional pour les armes légères (RECSA) a rejoint le concours mondial de dessins animés sur le thème « Faire taire les armes en Afrique » dans le cadre d'une interaction constructive avec l'ambassade de la République islamique d'Iran à [Kenya](#). [Regional Center on small Arms, Islamic Republic of Iran](#), Nairobi, 6 Mai 2015.

Président iranien sur le continent depuis 11 ans. Cela a souligné l'importance de la nouvelle stratégie africaine. Vers la fin avril 2024, Téhéran a accueilli son deuxième sommet commercial Iran-Afrique, qui a eu lieu un peu plus d'un an après l'événement inaugural. Des représentants de plus de 40 pays africains y ont participé (Scollon, 2024). Pourtant, la vision de [l'islam politique](#) de Téhéran, l'établissement de mandataires, comme les rebelles [Houthis](#) au [Yémen](#), qui font des ravages dans le transport maritime international en solidarité avec la cause [palestinienne](#), ainsi que les livraisons d'armes aux états et aux acteurs non-étatiques, ont souvent provoqué une instabilité et des sentiments anti-occidentaux, s'inscrivant dans les objectifs plus larges de l'Iran de créer un front anti-occidental.

L'extrême [pauvreté](#) qui règne dans de nombreux pays [d'Afrique subsaharienne](#) a ouvert la voie à l'influence iranienne, notamment au [Sahel](#), malgré les ressources limitées de Téhéran. Outre l'aide militaire et financière directe, l'aide au développement a été un moyen important de s'implanter. Elle a été distribuée par l'intermédiaire du [Jihad de construction](#) (*Jahad-e Sazandegi*), une organisation créée au lendemain de la révolution et fusionnée plus tard avec le ministère de l'Agriculture. Un autre moyen d'obtenir des soutiens était l'activité missionnaire. Celle-ci était souvent financée par des centres culturels ou des écoles iraniens, aussi bien dans les pays à forte minorité [chiite](#), comme le [Ghana](#) et le [Nigeria](#), que dans ceux à majorité [sunnite](#), comme le [Mali](#) et le [Sénégal](#). Cette politique a été particulièrement forte sous le président [Mahmoud Ahmadinejad](#) (2005-2013), lorsque [Téhéran](#) avait besoin de partenaires internationaux en raison du conflit autour de son programme nucléaire. Elle a tenté de les trouver en [Côte d'Ivoire](#), au [Lesotho](#), en [Mauritanie](#), en [Namibie](#) et en [Afrique du Sud](#), membre non-permanent du [Conseil de sécurité de l'ONU](#) de 2007 à 2008. Par ailleurs, des États disposant d'importants gisements d'[uranium](#), comme le [Malawi](#), le [Niger](#), la [Sierra Leone](#), le [Togo](#) et l'[Ouganda](#), sont devenus des points focaux sous Ahmadinejad, tout comme des « [États voyous](#) » comme l'[Érythrée](#) et le [Soudan](#), principalement en raison de leur situation géostratégique (Heibach, 2020; Kohnert, 2023b).

Graph 3: Les sphères d'influence de l'Iran et sa tentative avortée de créer une base navale iranienne à [Port Soudan](#)⁶



Source: © Scollon, Michael (2024)

⁶ « Une base navale iranienne à [Port-Soudan](#) soutiendrait directement les opérations navales iraniennes hors zone et les attaques contre la navigation internationale, tout en permettant à [Téhéran](#) de contrer ses rivaux régionaux. » (Scollon, 2024; Kohnert, 2023b). Cependant, en juillet 2024, le Soudan a rejeté l'offre iranienne d'une présence navale en [mer Rouge](#) en échange d'un soutien militaire ([Sudan Tribune](#), 16 Juillet 2024).

Ainsi, l'action [missionnaire](#) de l'islam agit comme un outil au service d'ambitions [hégémoniques](#). Quant aux [Africains](#), ils peuvent apparaître comme des victimes consentantes d'une « vassalisation » du continent, car certains disent qu'ils défendent la religion plus vite que leurs intérêts vitaux. Les puissances occidentales, comme la [France](#) et les [États-Unis](#), ne sont pas insensibles à cette réalité. Elles ont compris qu'elles ne peuvent se passer des leaders religieux dans le jeu politique actuel en Afrique, à l'image des [Mourides](#) au [Sénégal](#) (Camara, 2021; Kohnert & Marfaing, 2019). Il est évident qu'il existe un certain malaise en [Occident](#) face à la [récupération politique](#) de l'islam. Cependant, il est tout aussi important d'éviter toute action qui pourrait entraîner la colère du [clergé musulman](#), devenu une force importante dans de nombreux États africains. La [Chine](#) et la [Russie](#) y parviennent mieux, car elles ne sont pas contraintes par des considérations de religion ou de démocratie (Camara, 2021).

Depuis le [Soudan](#), l'[Iran](#) a créé une sphère d'influence qui s'étend du [Sahel](#) à l'[Atlantique](#), une zone que l'[Occident](#) craint de voir devenir un refuge pour les [militants islamistes](#). Cette politique a été particulièrement fructueuse au [Nigeria](#), où Téhéran a créé un groupe mandataire appelé le « [Mouvement islamique du Nigeria](#) », qui lui apporte un soutien financier, militaire et politique (Scollon, 2024). Ce dernier fonctionne apparemment de manière similaire à d'autres mandataires iraniens comme le [Hezbollah](#) libanais. Certaines communautés [d'Afrique subsaharienne](#), comme celles du [Nigeria](#), du [Ghana](#) et de [Tanzanie](#), sont non seulement alignées sur les objectifs de politique étrangère de l'Iran, mais font également partie intégrante de l'identité nationale iranienne. Dans ce contexte, l'Iran cherche à renforcer son influence dans le contexte de la concurrence [géopolitique](#) avec les puissances occidentales et régionales, dont l'[Arabie Saoudite](#) (Alibabalu & Sarkhanov, 2023).

L'[Iran](#) a également saisi l'occasion de tendre la main aux [juntas militaires](#) anti-occidentales de l'[Alliance des États du Sahel](#) (AES) qui ont pris le pouvoir au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#) en septembre 2023 (Kohnert, 2024a). Avec le déclin de l'influence française en [Afrique de l'Ouest](#), Téhéran a cherché à accroître son influence par le biais de projets de coopération en matière de sécurité et de développement des infrastructures. En outre, il a suggéré qu'il pourrait contribuer à remplir un rôle précédemment joué par les forces occidentales dans la [lutte contre le terrorisme islamique](#) en [Afrique](#) (Scollon, 2024).

Au cours des dernières décennies, la rivalité entre l'[Iran](#) et [Israël](#) pour l'influence dans la [mer Rouge](#) et en [Afrique de l'Est](#) s'est également intensifiée depuis les années 2010. Téhéran et Israël ont adopté des stratégies pour contrer l'influence de l'autre dans différentes régions. Plusieurs incidents de confrontation ont eu lieu. [Israël](#) a attaqué des cibles iraniennes en [Syrie](#) et a apaisé d'autres pays arabes comme les [Émirats arabes unis](#), [Bahreïn](#), le [Soudan](#) et le [Maroc](#) (Kohnert, 2023; Kohnert, 2023b; Kohnert, 2023c). L'Iran a soutenu des [milices armées](#) et des [organisations terroristes](#) et a poursuivi son [programme d'armes nucléaires](#). Bien qu'aucun des deux États ne semble intéressé par une confrontation militaire directe à grande échelle, des erreurs de calcul ne peuvent jamais être totalement exclues. L'[Iran](#) n'a cessé d'étendre son implication dans toute la région, ce qui a conduit à un « équilibre de dissuasion » entre les deux pays dans lequel Téhéran est dissuadé par la capacité militaire d'[Israël](#), et [Tel-Aviv](#) s'inquiète de la « profondeur stratégique » de l'Iran (Furlan, 2022; Bazoobandi & Talebian, 2023). Un indicateur utile de l'expansion substantielle de l'engagement de l'Iran en [Afrique subsaharienne](#) est le comportement des pays africains en faveur de l'Iran à l'[ONU](#). De nombreux pays africains, y compris ceux [d'Afrique de l'Est](#) et ceux qui ont des liens militaires avec l'Iran, sont

restés neutres ou en faveur de l’Iran lors de leurs votes sur les résolutions successives de [l’ONU relatives aux droits de l’homme](#) (Bazoobandi & Talebian, 2023).

Graph 4: *Accords de coopération en matière de défense entre l’Iran et les [pays africains](#)*

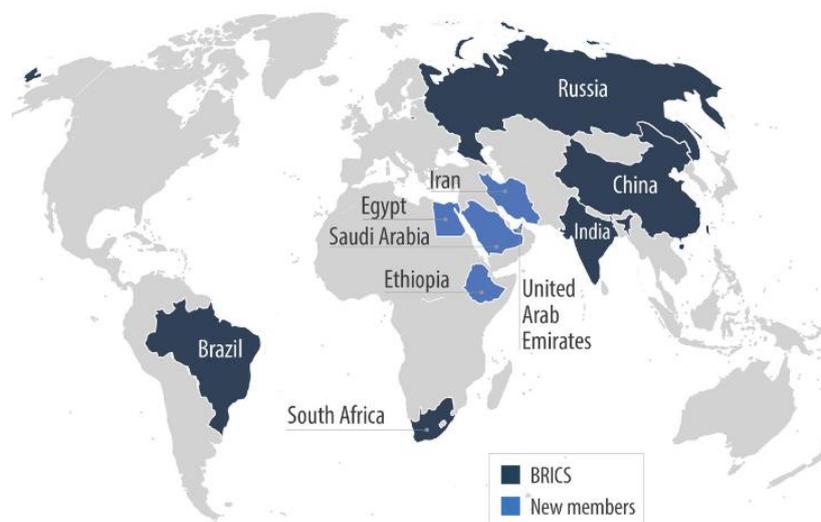
Country	Year	Content
Algeria	2002	Cooperation agreement to exchange military experience between the armies of the two countries
Comoros	2006	Defense agreement - no further details available
Djibouti	2011	Naval cooperation agreement including training the Djiboutian forces. Cooperation agreement on counterterrorism, fighting piracy (especially in the Gulf of Aden), repair and maintenance of Djiboutian vessels, safeguarding territorial waters and coasts, and security assistance in fishing
Mozambique	1996	No detail is known about this deal
Senegal	2008	Mutual training cooperation, exchange of defense expertise, and holding mutual defense conferences
South Africa	2004	No detail is known about this deal
	2017	Cooperation on marine security and exchanging experiences on fighting organised crimes
Sudan	2007	No detail is known about this deal
	2008	Sale of weapons by Iran (missiles, RPGs, UAVs, and other equipment), as well as training Sudan’s military and security forces
Tanzania	2009	Defense and military knowledge exchange
Zimbabwe	2012	No detail is known about this deal

Source: The Defense Cooperation Agreement Dataset (DCAD)⁴¹, Explaining Middle-Power Engagement in External Regions: A Comparison of Iranian, Saudi, and Turkish Sub-Saharan Africa Policies Dataset⁴².

Source: Bazoobandi & Talebian, 2023

En outre, le soutien de l’Iran à la [Russie](#) et à la [Chine](#) dans les [conflits en cours en Ukraine](#) et dans le [conflit Gaza-Israël](#), associé aux approches contrastées de la sécurité adoptées par le [monde occidental](#), y compris l’UE d’une part et les membres du [BRICS+](#) d’autre part, a accru les inquiétudes occidentales quant à une déstabilisation potentielle de [l’ASS](#). Le 1er janvier 2024, l’organisation intergouvernementale BRICS+, composée du [Brésil](#), de la [Russie](#), de l’[Inde](#), de la [Chine](#) et de [l’Afrique du Sud](#), a admis quatre nouveaux membres, dont l’[Iran](#), [l’Égypte](#), [l’Éthiopie](#) et les [Émirats arabes unis](#) (Think Tank, 2024). La trajectoire du partenariat Iran-Afrique dans ce « [tiers-mondisme](#) », reconfiguré et nouvellement défini, dépend dans une large mesure de la capacité des deux parties à gérer les asymétries inhérentes au pouvoir politique au sein de la relation (Onditi, 2022).

Graph 5: *Carte des [BRICS+](#) (2024)*



Graphic by EPRS.

© European Parliamentary Research Service ([EPRS](#)); Think Tank, 2024

Outre les activités militaires, diplomatiques, idéologiques et commerciales de la [RII](#), le développement économique s'est avéré un moyen efficace et prometteur pour l'[Iran](#) de faire des percées significatives en [Afrique](#), en complément et en supplément de ces autres initiatives. Cette approche a également démontré les contraintes des aspirations [hégémoniques](#) de Téhéran et de ses intérêts [géostratégiques](#) à l'intérieur et au-delà du continent. L'objectif de ces activités de développement en [ASS](#) était triple: premièrement, redorer l'image de l'Iran; deuxièmement, mettre en valeur ses capacités techniques; et troisièmement, élever son statut « d'État patron » développementaliste dans le contexte d'un système mondial hiérarchique (Lob, 2022). En effet, la promotion du développement, par opposition à l'avancement des armes ou de l'idéologie, a facilité la pénétration la plus importante de l'Iran sur le continent, en grande partie en raison des importantes économies agraires du continent, de la pauvreté rurale omniprésente et des formidables défis de développement (Lob, 2016). Plutôt que de représenter une extension d'un projet hégémonique et expansionniste, l'ouverture diplomatique du [Président Raisi](#) vers l'Afrique peut être plus précisément interprétée comme un effort pour rétablir les relations avec un continent qui avait été soumis à un degré notable de négligence par son prédécesseur (Lob, 2023). Il a rétabli les relations diplomatiques avec des alliés de longue date et les principaux partenaires commerciaux africains qui avaient mis fin à leurs relations en raison de l'inattention de son prédécesseur et de la collaboration et de l'aide [saoudiennes](#). Outre la signature d'un nouvel [accord nucléaire](#) avec les [cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies](#) (le P5), à savoir la [Chine](#), la [France](#), la [Russie](#), le [Royaume-Uni](#) et les [États-Unis](#), ainsi que l'[Allemagne](#) (P5+1), et la réduction des [sanctions économiques contre la République islamique d'Iran](#), la réalisation de cet objectif de politique étrangère nécessiterait que Raisi démontre à ces alliés et partenaires sa capacité à leur fournir des avantages diplomatiques et commerciaux tangibles, tant dans le discours que dans la pratique. De tels accords et approches transactionnels et [non-alignés](#) ont servi à illustrer la capacité de l'[Éthiopie](#) et d'autres pays africains à tirer parti de leurs relations avec l'Iran pour faire contrepoids aux puissances étrangères et leur obtenir un maximum de concessions. Cela avait déjà été exercé avec succès dans le cadre de la politique de bascule pendant la [guerre froide](#) (Lob, 2023). En outre, la concurrence féroce entre l'[Arabie Saoudite](#) et l'[Iran](#) dans la [Corne de l'Afrique](#) a eu un impact sur la politique de Téhéran, notamment les tensions bilatérales, les politiques des rivaux ou adversaires régionaux et internationaux, les exigences logistiques du [conflit au Yémen](#), la chute du prix international du pétrole, l'impact économique de la [Pandémie de Covid-19](#) et les sanctions (Mason, 2022).

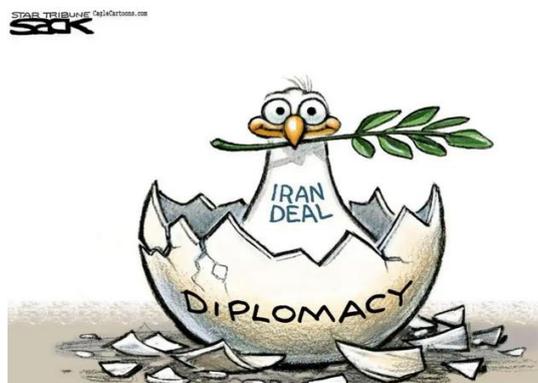
Le réseau complexe de facteurs mondiaux, régionaux et nationaux qui sous-tendent la politique africaine de l'[Iran](#) démontre l'impossibilité de séparer la dynamique de l'influence de l'Iran en [Afrique subsaharienne](#), notamment dans la [Corne de l'Afrique](#), de celle de ses concurrents régionaux et extrarégionaux (Corda, 2021). Par exemple, [Riyad](#) et [Abou Dhabi](#) ont perçu les rebelles [Houthis](#) alignés sur l'Iran comme une obligation de devenir plus interventionnistes pour contrer la montée de l'[islam politique](#), qu'ils considèrent comme une menace existentielle, sous l'influence de l'Iran. L'embargo de 2017 imposé par les États du Golfe au [Qatar](#), qu'ils ont accusé de soutenir des groupes islamistes politiques et d'être trop proche de l'Iran, a contribué à intensifier encore davantage la lutte de pouvoir régionale. Les inquiétudes saoudiennes et émiraties concernant les ambitions de la [Turquie](#), qui est proche du Qatar et de plus en plus active en Afrique, ont ajouté une couche supplémentaire à la dynamique (Darwich, 2020; Kohnert, 2023a). Apparemment, le tournant saoudo-émirati vers la [Corne de l'Afrique](#) a été motivé par la crainte d'une invasion iranienne en [Afrique de l'Est](#) et dans la [mer Rouge](#) et par une

initiative plus large de [l'Arabie Saoudite](#) et des [Émirats arabes unis](#) visant à projeter leur puissance au-delà du [Moyen-Orient](#) (Darwich, 2020).

Les origines historiques de la fracture entre [l'Afrique](#) et le [Moyen-Orient](#), à savoir la perception de la [mer Rouge](#) et du [Sahara](#) comme [frontières raciales](#) et [civilisationnelles](#), ont été établies par [l'idéologie européenne des Lumières](#) et par l'expansionnisme [colonial](#) précoce. Ces origines ont ensuite été renforcées par les régimes autoritaires [postcoloniaux](#) et les rivalités de la [guerre froide](#). En outre, les mouvements [nationalistes en Afrique](#) et au [Moyen-Orient](#), par exemple en [Arabie Saoudite](#) et aux [Émirats arabes unis](#), en sont venus à considérer la [Corne de l'Afrique](#) comme un atout stratégique vital, formant un « flanc de sécurité occidental ». Ces États étaient unis dans leur objectif d'empêcher l'ascension de la [Turquie](#), de [l'Iran](#) et du [Qatar](#) dans cette région. Ces [rivalités du Golfe](#) ont constitué le fondement de l'expansion de la collaboration économique avec [l'ASS](#), ainsi que de l'établissement d'alliances d'assistance militaire et de sécurité, en particulier dans la Corne de l'Afrique. Dès le [VIIe siècle](#) après J.-C., [l'Arabie](#) s'est fortement appuyée sur la [traite des esclaves](#) et l'offre de main-d'œuvre en provenance d'ASS, fondée sur la philosophie selon laquelle il était légitime d'asservir [les Noirs](#) parce qu'ils ne valaient pas mieux que des animaux. À cette époque, [l'Afrique noire](#) est devenue le plus grand dépôt d'esclaves du monde islamique. Aujourd'hui encore, il existe d'importantes communautés de migrants et de [diasporas africaines](#) au [Moyen-Orient](#). Leur présence a parfois contribué à perpétuer des opinions et des attitudes désobligeantes de longue date à l'égard de l'Afrique et de ses peuples. Ces attitudes, fondées sur une [hiérarchie sociale arabo-centrée](#) et exprimant un mépris pour les cultures africaines, restent répandues jusqu'à aujourd'hui (Kohnert, 2023c).

La rivalité entre [Téhéran](#) et [Riyad](#), dans le contexte d'une confrontation entre modèles politiques et religieux, n'est pas sans rappeler la compétition au [Sahel](#) entre [l'Arabie Saoudite](#) « monarchiste » et la [Libye](#) « socialiste » du colonel [Mouammar Kadhafi](#) dans les années 1970. Elle s'accompagne d'activités prosélytes et révolutionnaires de la part d'un État aux ambitions messianiques. [L'Iran](#) cherche à étendre son influence sur le continent en s'appuyant sur ses communautés [chiites](#), qu'il tente de convertir en offrant des bourses et des formations religieuses. Historiquement, la majorité des chiites [d'Afrique subsaharienne](#) se sont installés dans les zones côtières. Ceux [d'Afrique de l'Ouest](#) sont plus fréquemment originaires du [Liban](#) ou de [Syrie](#) et ont constitué des communautés très actives au [Nigeria](#), en [Côte d'Ivoire](#), au [Liberia](#), en [Sierra Leone](#) ou encore au [Sénégal](#) (Montclos, 2020).

Caricature 4 : « La diplomatie iranienne »



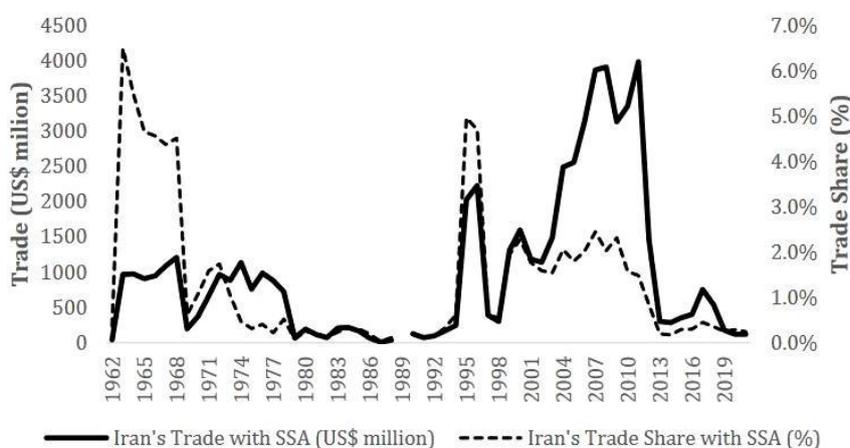
Source: © Cagle cartoons, Star Tribune, [tennessean.com](#), 3 Avril 2015

Enfin, le [Moyen-Orient](#), en proie à des conflits, est intrinsèquement instable en raison de la menace latente d'une [confrontation nucléaire](#) entre [l'Iran](#) et [Israël](#). La position idéologique extrême de la [RII](#) contre Israël, ainsi que la politique [d'extrême droite en Israël](#), augmentent la probabilité que les deux pays tentent d'utiliser la diplomatie coercitive l'un contre l'autre. Cette tendance est exacerbée par le manque de socialisation sur les questions nucléaires, principalement de la part de l'Iran, mais aussi dans une moindre mesure de la part d'Israël. Les problèmes inhérents aux systèmes de [renseignement](#), de [surveillance](#) et de [reconnaissance](#) (ISR) dans le contexte du Moyen-Orient, ainsi que les difficultés à communiquer avec succès les seuils de tolérance nucléaire et, par conséquent, à formuler des réponses stratégiques rationnelles, rendent la situation encore plus dangereuse. Par conséquent, il n'est pas exclu que les signaux nucléaires ne soient pas compris et que des perceptions mutuelles erronées conduisent à une escalade nucléaire (Evron, 2008).

Une analyse [d'économie politique](#) des relations commerciales bilatérales et des modèles d'échanges qui existaient entre [l'Iran](#) et l'Afrique subsaharienne ([ASS](#)) avant et après la [révolution iranienne](#) de 1962 à 2021 a révélé non seulement des changements, mais aussi des continuités. L'analyse a démontré une divergence entre la rhétorique de solidarité et de réciprocité Sud-Sud entre l'Iran et l'ASS, d'une part, et les volumes d'échanges relativement faibles et fluctuants d'autre part. Les résultats étaient le résultat de facteurs historiques et structurels, notamment les complémentarités commerciales et les conditions géopolitiques, plutôt que de réalités démographiques, culturelles ou religieuses. En outre, l'ampleur de l'engagement économique entre l'Iran et l'Afrique a été façonnée par la quête commune d'indépendance et l'action des dirigeants et responsables iraniens et africains (Lob & Yilmazkuday, 2024).

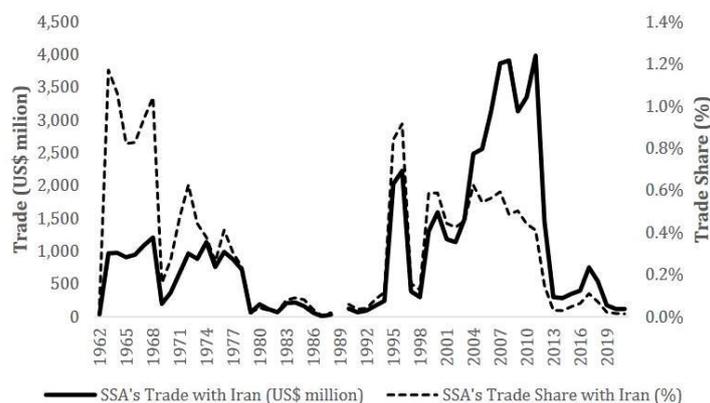
Le ministre iranien de l'Industrie, Abbas Aliabadi, a souligné l'importance du « commerce gagnant-gagnant » avec les pays africains et a attiré l'attention sur l'importance des échanges [en monnaies locales](#), ainsi que du [troc](#), comme moyen de surmonter les obstacles aux transactions bancaires entre [l'Iran](#) et [l'ASS](#). Cependant, cela reflète également les difficultés causées par les [sanctions occidentales](#) et le problème non résolu avec le Groupe d'action financière ([GAFI/FATF](#)) lorsqu'il n'existait aucune méthode viable de transfert de fonds au sein du système bancaire de la Society Worldwide Interbank Financial Telecommunication ([SWIFT](#)) (Africanews, 2023).

Graph 6: Commerce de l'Iran et parts de marché avec l'ASS



Source: Lob & Yilmazkuday, 2024

Graph 7: Commerce et parts de marché de l'ASS avec l'Iran



Source: Lob & Yilmazkuday, 2024

Les [échanges commerciaux](#) de [l'Iran](#) avec [l'Afrique](#) ont connu une expansion remarquable, avec une augmentation de 100 %, passant de 650 millions de dollars américains en 2021 à une valeur commerciale annuelle de 1,278 milliard de dollars américains au cours des neuf premiers mois de 2023. En 2023, l'Iran a exporté vers 49 pays d'Afrique, pour une valeur totale de 1,183 milliard de dollars américains, et a importé 95,316 millions de dollars américains de 23 pays d'Afrique, ce qui indique une croissance de 59 % (Teheran Times, 2024).

La spirale d'escalade qui se poursuit dans le [conflit](#) entre [Israël](#) et [l'Iran](#) est de mauvais augure. Le 14 avril 2024, pour la première fois dans l'histoire, l'Iran a frappé directement le territoire israélien, marquant un changement de rythme dans le conflit au [Moyen-Orient](#) qui a commencé avec les [attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023](#) et [l'attaque israélienne contre le consulat iranien à Damas](#) qui a suivi le 1er avril, ainsi que les [frappes israéliennes contre le Yémen](#) le 20 juillet 2024.

Le 30 juillet 2024, les deux [frappes israéliennes à Beyrouth](#) et à [Téhéran](#), qui ont entraîné la mort de hauts dirigeants du [Hamas](#) et du [Hezbollah](#), [Ismail Haniyeh](#) and [Fouad Chokr](#), ont redistribué les cartes des conflits dans la région. Elles ont représenté une démonstration de force de [l'armée israélienne](#) et ont risqué de changer la situation au [Moyen-Orient](#) de manière imprévisible (Rémy & Sallon, 2024).

2. Études de cas

2.1 L'Iran et l'Afrique du Sud

*Caricature 6 : L'Iran et l'Arabie Saoudite, nouveaux membres du BRICS+ médiée par l'Afrique du Sud en 2024*⁷



Source: © marian kamensky, [toonpool](https://toonpool.com), 24 Août 2023

[L'Afrique du Sud](#) est depuis longtemps une pierre angulaire de la nouvelle stratégie « [tiers-mondiste](#) » de [l'Iran](#), qui vise à renforcer les liens avec les pays africains. La [coopération Sud-Sud](#) a été fortement encouragée par le président iranien [Mahmoud Ahmadinejad](#) pour renforcer la crédibilité internationale, la sécurité et le commerce de l'Iran. [Téhéran](#) a été l'un des premiers pays à reprendre le commerce avec l'Afrique du Sud après la fin de [l'apartheid](#). Depuis lors, les deux pays entretiennent des relations solides. Le commerce fait partie intégrante de cette relation, les responsables iraniens estimant la valeur des [investissements directs étrangers](#) iraniens en Afrique du Sud à environ 135 milliards de dollars en 2018. En 1995, la [Commission mixte de coopération Afrique du Sud-Iran](#) a été créée, un cadre qui continue d'être utilisé pour renforcer la coopération. L'Afrique du Sud est également devenue un partenaire de défense important. L'Iran et l'Afrique du Sud ont également signé des accords de coopération militaire de base. L'Afrique du Sud participe aux efforts de Téhéran pour compenser les coûts des [sanctions américaines](#) et son isolement diplomatique croissant par rapport à l'[Occident](#).

En tant qu'ancienne [puissance nucléaire](#), [Pretoria](#) a également défendu les intérêts iraniens à l'[ONU](#), se rangeant du côté de Téhéran sur des questions cruciales au [Conseil de sécurité de l'ONU](#) et à l'[Agence internationale de l'énergie atomique](#) (Fitzpatrick, 2019). La réponse modérée de l'Afrique du Sud au programme nucléaire iranien est en contradiction avec sa position de [non-prolifération](#), mais peut être comprise en examinant l'idéologie du Congrès national africain ([ANC](#)) au pouvoir (Onderco, 2016). La solidarité de l'ANC avec un autre pays en développement a pris le pas sur les préoccupations concernant la violation des accords internationaux et la non-prolifération. La réponse de Pretoria au programme nucléaire iranien a été caractérisée par une suspicion des motivations de l'Occident, une préférence pour les grands forums et une présomption de crédibilité des revendications de l'Iran. En outre, l'Afrique du Sud s'est opposée aux sanctions, non seulement parce qu'elles nuisent à ses propres entreprises, mais surtout parce que les dirigeants sud-africains remettent en question leur utilité (Onderco, 2016).

Les intérêts économiques forts ne semblent avoir joué qu'un rôle secondaire dans les relations bilatérales. L'intérêt de [l'Afrique du Sud](#) pour un approvisionnement fiable en [pétrole](#) lie depuis longtemps les deux pays. Pendant longtemps, [l'Iran](#) a été le plus important fournisseur

⁷ Bulle: « *Après vous, s'il vous plaît !... Non, après vous !* »

de pétrole de l'Afrique du Sud, représentant environ 27 % des importations sud-africaines. Mais en 2012, les sanctions imposées par les États-Unis et l'UE à la banque centrale iranienne ont forcé l'Afrique du Sud à trouver une autre source d'approvisionnement en pétrole. L'Afrique du Sud s'est tournée vers [l'Arabie Saoudite](#) pour s'approvisionner et a continué à chercher d'autres fournisseurs en Afrique. En 2013, elle a importé 60 % de son pétrole d'Arabie Saoudite et d'Iran et 40 % de sources africaines (Onderco, 2016). Outre le pétrole, l'Afrique du Sud a réalisé d'importants investissements étrangers directs ([IED](#)) en Iran (Onderco, 2016). Par exemple, en 2011, 31 % de l'exposition de l'Afrique du Sud à l'assurance-crédit se situait en Iran, mais ce chiffre est tombé à 8 % en 2015. Le conglomérat sud-africain de télécommunications [MTN](#) est un autre investisseur majeur en Iran. Sous la direction du président actuel [Cyril Ramaphosa](#), il a remporté avec succès un appel d'offres pour 49 % d'[Irancell](#). En 2016, 24,4 % des revenus totaux du groupe MTN ont été générés en Iran, avec 44,4 millions d'abonnés et des marges bénéficiaires élevées (42,8 %). Le marché iranien est devenu le troisième plus grand marché pour MTN, qui contrôlait plus de 45 % du marché. Cependant, les affaires se sont avérées de plus en plus difficiles. MTN n'a pas pu faire de bénéfices en Iran pendant longtemps en raison des [sanctions bancaires internationales](#), qui ont empêché le groupe d'accéder aux dividendes et aux remboursements de prêts (Onderco, 2016). En août 2023, un accord de coopération a été signé entre l'Iran et l'Afrique du Sud. L'Iran a convenu avec l'Afrique du Sud de développer et d'équiper cinq raffineries dans le pays africain (Xinhua, 2023).

Comme mentionné ci-dessus, le 1er janvier 2024, les [BRICS+](#) ont accueilli quatre nouveaux membres, dont [l'Iran](#), à la suggestion de [Pretoria](#). La décision du groupe d'ouvrir la porte à de nouveaux membres avait déjà été prise lors de son sommet de [Johannesburg](#) en août 2023, déclenchant un débat sur son influence internationale croissante. On estime que les BRICS+, comme l'organisation est connue de manière informelle depuis son expansion, représentent désormais 37,3 % du [PIB mondial](#), soit plus de la moitié de celui de l'[UE](#) (14,5 %). Au-delà de l'impact purement économique, l'expansion doit être considérée en termes d'influence accrue du groupe et des [pays en développement](#) dans leur ensemble au sein des organisations internationales telles que les [Nations Unies](#), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les [institutions de Bretton Woods](#) (FMI et BM) (Think Tank, 2024).

Graph 8: [L'Iran](#) a rejoint le [BRICS+](#) en janvier 2024 à la suggestion de [l'Afrique du Sud](#)



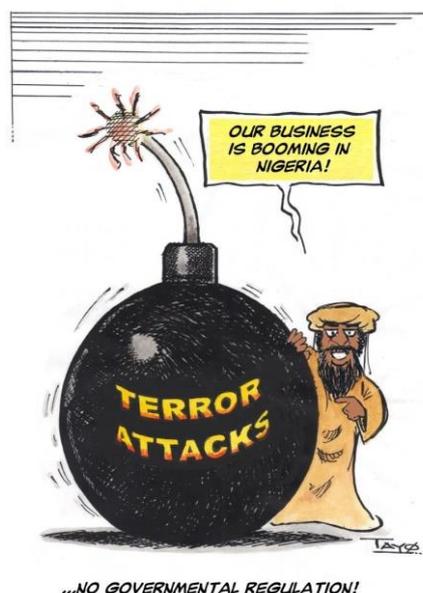
Source: © [Iran–South Africa relations](#). Wikipedia, 2 Novembre 2010

Récemment, [Pretoria](#) s'est montrée de plus en plus préoccupée par une éventuelle escalade des [hostilités](#) entre [Israël](#) et [l'Iran](#). Elle a souligné que toutes les parties devraient faire preuve de la plus grande retenue et éviter toute action qui pourrait aggraver les tensions dans une région particulièrement fragile (DIRCO, 2024). [Président Raïssi](#) a exprimé sa détermination à renforcer davantage les relations bilatérales avec [l'Afrique du Sud](#), soulignant la nécessité d'utiliser diverses capacités mutuelles pour élargir les relations bilatérales dans les domaines politique, économique, scientifique et technologique. Il a également félicité le gouvernement

sud-africain d'avoir déposé une [plainte pour génocide](#) contre [Israël](#) auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) le 29 décembre 2023, concernant les violations présumées par Israël de ses obligations au titre de la [Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide](#) à l'égard des [Palestiniens](#) dans la [bande de Gaza](#). Ramaphosa a répondu qu'il était très heureux de voir des pays « influents et épris de paix » comme l'Iran soutenir les Palestiniens et tenter de défendre leurs droits (Xinhua (202)).

2.2 L'Iran et le Nigeria

*Caricature 7 : « Notre activité est en plein essor au Nigeria !
... aucune réglementation gouvernementale ! »⁸*



Source: © [TAYO Fatunla](#), cartoonmovement, 6 Mai 2014

Le [Nigeria](#) est l'un des pays où l'influence iranienne a été la plus efficace. Grâce au réseau de vecteurs d'influence iraniens et au soutien de [Téhéran](#) au [Mouvement islamique du Nigeria](#) depuis sa création en 1984, la population [chiite](#) a considérablement augmenté. [L'Iran](#) a un agenda religieux : le Nigeria compte plusieurs millions de chiites, même si leur dogme n'est pas forcément le même qu'à Téhéran. Mais Téhéran voit là un potentiel de [prosélytisme](#) dans la région, comme l'a montré l'exemple du Nigeria. Avant la [révolution iranienne](#) de 1979, il n'y avait pas de chiites dans le pays. Aujourd'hui, au moins 2 à 3 millions de personnes se sont converties.

Actuellement, les conversions au [chiisme](#) se poursuivent et sont soutenues par les activités de l'Organisation pour la culture et les relations islamiques (OCRI) et de [l'Université Al-Mustafa International](#) (Bouvier, 2024). Fondée en 2007 dans la capitale [Abuja](#), l'Université Al-Mustafa est la principale institution religieuse d'Iran. Sous la direction du guide suprême [Ali Khamenei](#), la mission de l'université est d'exporter l'idéologie révolutionnaire de Téhéran avec une centaine de branches à travers le [monde musulman](#) et de former des clercs, des érudits et des missionnaires étrangers. Depuis 2007, plus de 45 000 clercs et érudits musulmans ont été diplômés d'Al-Mustafa, dont beaucoup ont été embauchés par

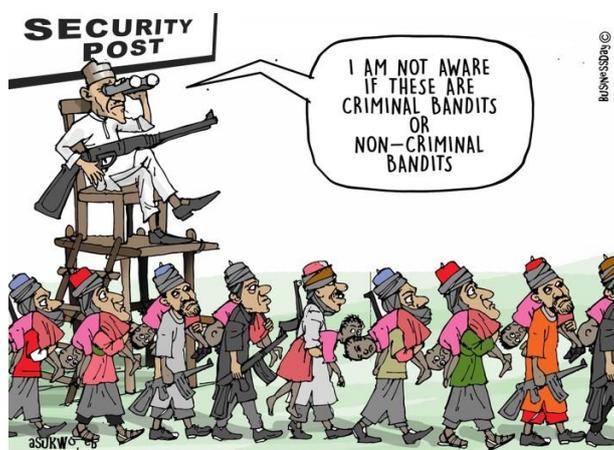
⁸ « Franchise terroriste au Nigéria, les terroristes se livrent à une journée de terreur au Nigéria »

l'université comme enseignants ou missionnaires et envoyés dans des pays du monde entier (Bouvier, 2024).

Les deux principales organisations à l'origine de cette campagne de soft power sont l'Organisation de la culture et des relations islamiques (OCRI), directement affiliée au ministère iranien de la Culture et de l'Orientation islamique, et l'Université internationale Al-Mustafa, qui forme des dignitaires religieux et des missionnaires étrangers dans le monde. L'OCRI coordonne les activités de diverses organisations iraniennes chargées des activités religieuses et culturelles à l'étranger. D'un point de vue politique, les autorités iraniennes multiplient les vecteurs de soft power. Elles suivent par exemple le modèle de la chaîne hispanophone pro-iranienne « Hispan TV ». Ainsi, en octobre 2017, elles ont lancé une chaîne d'information en langue haoussa, « Hausa TV », destinée aux plus de 50 millions de locuteurs haoussa en Afrique, principalement au Nigeria, au Niger, au Tchad, au Cameroun, au Bénin, au Ghana, au Togo, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Bien qu'elle diffuse dans une langue africaine beaucoup parlée, la chaîne se désintéresse largement des affaires africaines, se concentrant plutôt sur l'Iran, la lutte de « l'Axe de la Résistance » contre Israël et la place de l'islam chiite en Afrique (Bouvier, 2024).

En 1991, le président iranien Hachemi Rafsanjani a déclaré que les relations extérieures de son pays avec le Nigeria étaient presque similaires à celles avec le Soudan en termes d'accent mis sur la dimension culturelle, comme la construction de mosquées, d'écoles religieuses et la diffusion du chiisme dans la société nigériane (Bishku, 2021). Néanmoins, les relations politiques et économiques du Nigeria avec l'Iran n'ont jamais vraiment été aussi étroites. Cela s'explique en partie par le fait que les responsables percevaient une menace pour la sécurité du Mouvement islamique chiite au Nigeria (IMN), bien que moins critique que celle posée par l'organisation terroriste sunnite Boko Haram. Cependant, Abuja a finalement commencé à réprimer les activités de l'IMN en décembre 2015, à la suite de ce que le gouvernement nigérian a décrit comme une tentative d'assassinat contre le chef d'état-major de l'armée, le général Tukur Buratai. La tentative d'assassinat a échoué dans l'État de Kaduna, au nord du pays. L'IMN a ensuite été interdit en juillet 2019 (Bishku, 2021).

Caricature 8 : « Le président Nigerian M. Buhari ne semble pas avoir conscience de l'existence des terroristes islamistes »



Source: © asukwo, *Busnesday*, [Nairaland](#), 14 Mars 2022

Ces développements ont fait craindre que le Nigeria, pays riche en pétrole, ne devienne pas le nouveau champ de bataille du conflit entre les deux principales factions musulmanes du monde, chiites et sunnites. Fondé, il y a une quarantaine d'années, le MIN prône la

création d'un [État islamique](#) de type iranien au Nigeria. Il se considère comme un gouvernement et son chef, [Sheikh Zakzaky](#), comme la seule source légitime d'autorité au Nigeria. Il ne reconnaît pas l'autorité du gouvernement nigérian et considère ses dirigeants – musulmans et chrétiens – comme corrompus et impies. Il dispose d'une fondation enregistrée, la « Fondation Fudiyya », qui gère plus de 360 écoles primaires et secondaires. Beaucoup de ses membres sont connus pour être des professionnels bien éduqués, et certains d'entre eux occupent des postes dans l'armée, la police et les services de renseignements. Les estimations de leur nombre varient énormément, allant de moins de 5% à 17 % de la population musulmane du Nigeria, qui compte environ 100 millions de personnes. La plupart des musulmans nigériens sont [sunnites](#), comme ceux [d'Arabie Saoudite](#) ou d'[Égypte](#) (Tangaza, 2019).

Certains experts ont même suggéré que les liens croissants du [Nigeria](#) avec l'Organisation de la Conférence islamique ([OCI](#)), dirigée par [l'Arabie Saoudite](#), et avec [Israël](#) pourraient enflammer les [chiites](#) nigériens et déclencher une [guerre par procuration](#) entre le Nigeria et l'Iran. Malgré cela, le gouvernement nigérian a permis aux activités du mouvement [Izala](#), un groupe [salafiste](#) sunnite dont les dirigeants ont des liens politiques avec l'Arabie Saoudite, de soutenir les efforts du gouvernement contre [Boko Haram](#). En fait, [l'insurrection djihadiste](#) de [Boko Haram](#), qui dure depuis plus de dix ans, avait tué environ 37 500 personnes à la fin octobre 2020. Cela a évidemment affecté les relations du Nigeria avec l'Iran depuis la création de [l'Organisation de coopération économique D-8](#), compte tenu de ses tentatives de les équilibrer avec ses relations avec le [monde arabe](#) ainsi qu'avec [Israël](#) et la [Turquie](#), au sujet des liens étroits que l'Iran entretient avec le [IMN](#) et d'autres chiites au Nigeria. En janvier 2005, le Nigeria a signé un protocole d'accord, dans lequel la Banque de développement des exportations a accepté de verser 38 millions de dollars au ministère Nigerian de l'Énergie et de l'Acier, alors que le pays souffrait de pénuries d'électricité. En 2010, l'Iran a proposé de promouvoir [l'énergie nucléaire](#) comme solution aux problèmes du Nigeria, car [Abuja](#) avait déjà envisagé la possibilité de solliciter l'aide de l'Iran dans le domaine de la coopération nucléaire à des fins civiles. Cependant, aucun de ces projets n'a abouti en raison de la pression exercée par les [États-Unis](#), le principal partenaire commercial du Nigeria à l'époque. Le président [Goodluck Jonathan](#) s'est également montré favorable à Israël, devenant le premier et le seul dirigeant nigérian à se rendre dans le pays en 2013 et 2014 (Bishku, 2021).

Pendant ce temps, les [échanges commerciaux](#) entre le [Nigeria](#) et [l'Iran](#) restaient minimes et les relations bilatérales hésitantes. En 2009, le pays a importé pour 1,4 million de dollars de marchandises iraniennes, alors que l'Iran n'achetait quasiment rien au Nigeria. En juin 2010, le Nigeria a voté au [Conseil de sécurité de l'ONU](#) en faveur des [sanctions contre l'Iran](#). Cinq mois plus tard, le Nigeria a saisi une cargaison d'armes, dont des lance-roquettes et des grenades, à bord d'un navire arrivant à [Lagos](#) à destination du port iranien de [Bandar Abbas](#) dans des conteneurs étiquetés « matériaux de construction », en violation flagrante des sanctions de l'ONU. En 2015, les forces de sécurité nigérianes ont réprimé le [IMN](#), tuant 300 membres du groupe et capturant et emprisonnant son chef, [Ibrahim Al-Zakzaky](#). Il a créé le plus grand mouvement [chiite](#) d'Afrique, avec environ 3 millions de fidèles (Bishku, 2021).

La valeur du commerce bilatéral entre [l'Iran](#) et le [Nigeria](#) a connu une croissance de 300 % en 2022. [Téhéran](#) a apparemment ciblé le marché nigérian en raison de sa position de plus grand marché d'Afrique avec une population de plus de 200 millions d'habitants (Onyekachi, 2022). En 2022, l'Iran a exporté 17,3 millions de dollars US vers le Nigeria. Les principaux produits exportés par l'Iran vers le Nigeria étaient le poisson frais sans filet (164 000 \$), le poisson congelé sans filet (78,6 000 \$) et les produits en plastique (60,3 000

\$). Au cours des 5 dernières années, les exportations de l'[Iran](#) vers le [Nigeria](#) ont augmenté à un taux annualisé de 129 %, passant de 274 000 \$ en 2017 à 17,3 millions de dollars en 2022 (Observatoire de la complexité économique (OEC), 2022). En 2022, le Nigeria a exporté 44,6 000 \$ vers l'Iran. Au cours des 5 dernières années, les exportations du Nigeria vers l'Iran ont augmenté à un taux annualisé de 84,5 %, passant de 2 090 \$ en 2017 à 44 600 \$ en 2022 ([OEC](#), 2022).

Cependant, en février 2023, le [Nigeria](#) a été ajouté à la liste grise du Groupe d'action financière ([GAFI](#)) pour le [blanchiment d'argent](#), au même titre que l'[Afrique du Sud](#) (Rizzo, 2023). Quelques mois plus tard, la [Banque centrale du Nigeria](#) a inscrit l'Iran sur sa liste noire des pays à haut risque de blanchiment d'argent, mettant en garde les banques et les institutions financières contre toute relation d'affaires avec le régime. Cette décision fait suite à la réunion plénière du GAFI de fin juin, qui a maintenu le Nigeria sur sa liste grise et l'Iran sur sa liste noire en raison du non-respect par Téhéran des réglementations mondiales. L'action du Nigeria peut être considérée comme une étape vers l'amélioration de sa position auprès du GAFI et son retrait de la liste grise (Iran-Int., 2023).

En ce qui concerne l'impact des [sanctions économiques](#) sur le commerce bilatéral [Iran-Nigeria](#), des études récentes ont révélé une corrélation positive entre le PIB et les sanctions faibles (LIM) et le commerce. Une augmentation de 1 % du PIB entraîne une augmentation de 7,79 % des échanges commerciaux, tandis qu'une augmentation de 1 % des sanctions faibles contribue à une augmentation de 3,91 % des échanges commerciaux. À l'inverse, des sanctions fortes et des taux de change nuisent au commerce, une augmentation de 1 % des sanctions fortes entraînant une diminution de 1,18 % des échanges commerciaux, et une augmentation de 1 % du taux de change entraînant une diminution de 1,96 % des échanges commerciaux (Sehhat & Habibi & Fard & Abdulmumin, 2023).

2.3 L'[Iran](#) et la Tanzanie

Caricature 9 : Rumeurs sur « l'ascension du président iranien [Ebrahim Raisi](#) » sur les réseaux sociaux tanzaniens⁹



Source: © FMM, RFI, 24 Mai 2024

⁹ Iran : « Des images trompeuses sur la mort du président Raïssi après un accident d'hélicoptère ». Caricature en [swahili](#) sur la rumeur circulant sur les réseaux sociaux tanzaniens selon laquelle il aurait survécu au [crash d'hélicoptère](#) du 24 mai 2024, prétendument indemne © FMM, Source: rfi.

Les relations extérieures entre la [Tanzanie](#) et [l'Iran](#) sont caractérisées par une disposition amicale, qui s'étend même aux interactions sur les réseaux sociaux. À l'occasion de la célébration du 45e anniversaire de la révolution iranienne dans la plus grande ville de Tanzanie, [Dar es Salaam](#), le 11 février 2024, le ministre du Commerce et du Développement industriel de Zanzibar, Omar Shaaban, a réitéré l'engagement de son pays à travailler en étroite collaboration avec l'Iran pour renforcer les relations bilatérales entre les deux pays (Sunday News reporter, 2024). Il a souligné que les relations entre la Tanzanie et l'Iran sont historiques. Elles remontent aux IXe et XIIe siècles, lors de l'arrivée des [marchands persans](#), qui ont approfondi l'interaction entre les deux pays, y compris les aspects culturels, où l'on trouve même certaines similitudes de mots dans les langues [swahili](#) et [persane](#) (Sunday News reporter, 2024). Les affinités culturelles et historiques étroites entre l'Iran et la Tanzanie remontent à des siècles, lorsqu'un groupe d'Iraniens de la ville de [Shiraz](#) a migré vers [Zanzibar](#) et a répandu la culture iranienne et la langue persane dans cette partie de l'Afrique (IRNA (2024).

Dans l'esprit de promouvoir les relations bilatérales, le gouvernement tanzanien à [Dodoma](#), la capitale de la [Tanzanie](#), a cherché à accélérer le processus de tenue d'un cinquième cycle d'une Commission permanente mixte (CPM) entre la Tanzanie et l'Iran. Il espère une coopération plus poussée dans des secteurs tels que l'agriculture, le pétrole et le gaz, le transfert de technologie, les projets de développement, la santé, l'éducation, le textile et l'industrie manufacturière et d'autres domaines clés. Les entreprises iraniennes qui ont visité la Tanzanie au début du mois d'octobre de l'année dernière ont exprimé leur intérêt pour l'achat de bœuf et d'animaux vivants de Tanzanie. En 2023, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays s'élèvera à 60 millions de dollars américains, l'Iran exportant des marchandises d'une valeur de 40 millions de dollars et important des marchandises d'une valeur de 20 millions de dollars de Tanzanie (Sunday News reporter, 2024).

*Caricature 10 : Les [islamistes iraniens](#) fomentent des « guerres en [Tanzanie](#) »
(Drapeaux tanzanien et iranien avec des manifestants en arrière-plan)*



Source: © [shutterstock.com](#), No. 2469623071

Sur la base d'un accord signé entre la [Tanzanie](#) et [l'Iran](#), la Tanzanie paiera ses dettes à l'Iran. Le gouvernement tanzanien paiera 7 millions de dollars de sa dette comme premier versement pour démarrer la coopération, et le reste de la dette sera payé à l'Iran chaque mois selon le calendrier convenu. La Tanzanie, pays d'origine du socialisme [Ujamaa](#), est considérée comme l'un des pays les plus importants [d'Afrique de l'Est](#), et l'Iran prend de nouvelles mesures pour élargir ses liens économiques avec ce pays. Fin novembre 2022, l'Organisation de promotion du commerce iranien ([TPO](#)), en coopération avec le Centre commercial iranien de Dar es Salaam, a organisé la première exposition exclusive de

produits et services iraniens en Tanzanie pour présenter les capacités commerciales et d'exportation de la République islamique. Au cours des dernières années, en raison de l'absence de restauration des relations économiques avec l'Afrique, le montant des échanges commerciaux avec les pays [d'Afrique subsaharienne](#) est resté au niveau de 1,2 milliard de dollars américains, mais selon Mohammed-Sadeq Qanadzadeh, directeur général du département Afrique de l'Organisation iranienne de promotion du commerce (TPO), la route commerciale avec l'Afrique est désormais facilitée et il est prévu que le chiffre des échanges avec ce continent atteigne 10 milliards de dollars dans les trois prochaines années (MA, 2024).

En ce qui concerne les échanges bilatéraux entre [l'Iran](#) et la [Tanzanie](#), l'Iran a exporté 27,1 millions de dollars vers la Tanzanie en 2022. Les principaux produits exportés d'Iran vers la Tanzanie étaient les pâtes (2,52 millions de dollars), le ciment (1,68 million de dollars) et les peroxydes de sodium ou de potassium (1,07 million de dollars). Au cours des 5 dernières années, les exportations de l'Iran vers la Tanzanie ont augmenté à un taux annualisé de 104 %, passant de 767 000 dollars en 2017 à 27,1 millions de dollars en 2022. En 2017, la Tanzanie a exporté 4,43 millions de dollars vers l'Iran. Les principaux produits exportés de Tanzanie vers l'Iran étaient le poivre (354 000 dollars), les faux cheveux (62,1 000 dollars) et les graines d'épices (38,8 000 dollars). Au cours des 19 dernières années, les exportations de la Tanzanie vers l'Iran ont augmenté à un taux annualisé de 65,7 %, passant de 355 000 dollars en 1998 à 4,43 millions de dollars en 2017 (OEC, 2024).

Graph 10: La [Tanzanie](#), porte d'entrée de [l'Iran](#) vers le Moyen-Orient et [l'ASS](#) ¹⁰



Source: © [The Meir Amit Intelligence and Terrorism Information Center](#), 31 Juillet 2009

Les extrémistes liés au groupe terroriste islamiste [Al-Shabaab](#), basé en [Somalie](#), représentent une menace dans toute la région de l'Afrique de l'Est et seraient également actifs en Tanzanie. Il est possible que des [attaques de l'EI-Mozambique](#), lié à l'État islamique d'Irak et du Levant ([EI-K](#)), basé dans la province de [Cabo Delgado](#) au [Mozambique](#), se produisent à proximité de la frontière entre la Tanzanie et cette région du

¹⁰. L'activité iranienne en Afrique de l'Est, porte d'entrée vers le Moyen-Orient et le continent africain.

Mozambique. En outre, il existe une perception selon laquelle [Daesh](#) (anciennement connu sous le nom d'EI-K) bénéficie d'un certain soutien. Ce groupe serait également contrarié par la coalition politique et militaire informelle dirigée par l'Iran, « l' [Axe de la résistance](#) ». Les autorités tanzaniennes ont procédé avec succès à plusieurs arrestations liées au terrorisme.

Néanmoins, un nombre considérable d'incidents en [Tanzanie](#) restent d'origine incertaine, avec la possibilité qu'ils soient le fait de bandes criminelles. En 2020, le village de Kitaya dans la [région de Mtwara](#), situé près de la frontière avec le [Mozambique](#), a été victime d'une agression. Les auteurs de cette attaque étaient des extrémistes islamiques opérant depuis le nord du Mozambique, qui ont revendiqué la responsabilité de l'incident. La majorité des attaques sont dirigées contre les forces de sécurité locales, bien qu'il existe une possibilité d'attaques contre des intérêts occidentaux. À [Dar es Salaam](#), des touristes ont été victimes de ce qui a été décrit comme un « [express kidnapping](#) ». Cela signifie que les victimes ont été soumises à des agressions physiques et à des vols, et contraintes, sous la menace de violences, de retirer de l'argent liquide au guichet automatique bancaire ([GAB](#)). Dans certains cas, des personnes ont été contraintes d'organiser des transferts d'argent liquide allant jusqu'à 5 000 £ par l'intermédiaire de [Western Union](#) après avoir été abordées par des inconnus ou être montées dans des taxis sans permis (LeSage, 2014; Gov.UK, 2024). Depuis 2011, de nombreuses attaques liées aux islamistes ont eu lieu en Tanzanie. Parmi celles-ci, on compte trois attaques à [l'engin explosif improvisé](#) à [Zanzibar](#) en février 2014, visant deux églises chrétiennes et un restaurant très fréquenté par les touristes, ainsi qu'une attaque à l'explosif contre un restaurant indien à [Arusha](#) en juillet 2014, très fréquenté par les touristes et les résidents locaux (LeSage, 2014).

2. Conclusion

Caricature 11 : « Comment la [Chine](#), la [Russie](#) et l'[Iran](#) resserrent leurs liens »



Source: © Alberto Miranda. [The Economist](#), 18 Mars 2024

Les engagements stratégiques de [l'Iran](#) en [Afrique subsaharienne](#) reflètent ses objectifs plus larges de politique étrangère visant à contrer l'isolement international, à renforcer les partenariats économiques et à étendre l'influence [géopolitique](#). La [politique étrangère de l'Iran](#) s'est de plus en plus concentrée sur le renforcement des relations avec les pays non-occidentaux pour contourner les [sanctions internationales](#) et l'isolement. L'Afrique subsaharienne, avec ses riches ressources et sa position géopolitique stratégique, est devenue une zone d'intérêt importante.

L'intérêt de l'Iran pour l'Afrique subsaharienne remonte aux années 1960 et 1970, mais il s'est considérablement intensifié après la [révolution islamique](#) de 1979. La position anti-

occidentale de la révolution a incité l'Iran à rechercher des alliances au-delà de ses partenaires traditionnels. Dans la période post-révolutionnaire, l'Iran a cherché à construire une solidarité avec les nations africaines sur la base de sentiments [anticoloniaux](#) partagés et d'intérêts mutuels en matière de [non-alignement](#). Les engagements diplomatiques de [Téhéran](#) en Afrique subsaharienne se sont considérablement développés depuis le début des années 2000. Le pays a établi des ambassades et des consulats dans plusieurs pays africains, favorisant les relations bilatérales par le biais de visites de haut niveau et d'échanges diplomatiques. Parmi les principaux alliés figurent le [Soudan](#), le [Kenya](#), [l'Afrique du Sud](#), le [Nigeria](#) et la [Tanzanie](#), avec lesquels l'Iran a cherché à cultiver des liens politiques forts. Ces relations sont souvent renforcées par des intérêts communs dans la remise en cause de l'hégémonie occidentale et la promotion d'un ordre mondial multipolaire.

Les relations entre [l'Iran](#) et [l'Afrique du Sud](#) sont fondées sur une solidarité historique contre [l'apartheid](#) et sur des intérêts économiques mutuels. Après l'apartheid, les deux pays ont renforcé leurs liens par des visites diplomatiques de haut niveau et des accords bilatéraux. L'Afrique du Sud est un important importateur de [pétrole iranien](#) et l'Iran a investi dans le secteur énergétique sud-africain. La coopération s'étend à d'autres domaines tels que l'éducation, la technologie et le commerce. Malgré les défis posés par les sanctions internationales contre l'Iran, les relations restent solides, portées par le désir des deux nations de diversifier leur économie et de coopérer sur le plan politique.

Le [Nigeria](#) et [l'Iran](#) partagent des intérêts communs en tant que principaux pays producteurs de pétrole au sein de [l'OPEP](#). Leurs relations englobent des dimensions économiques, politiques et religieuses. Sur le plan économique, l'Iran a investi dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures du [Nigeria](#). Sur le plan politique, les deux pays ont collaboré dans des forums internationaux tels que les Nations Unies. Sur le plan religieux, l'Iran a noué des liens avec l'importante population musulmane [chiite](#) du Nigeria, favorisant les échanges culturels et éducatifs. Cependant, cet engagement religieux a parfois suscité des tensions au sein du Nigeria, compte tenu de son paysage religieux complexe.

L'engagement de [l'Iran](#) avec la [Tanzanie](#) est caractérisé par une coopération économique et une bonne volonté diplomatique. L'Iran a investi dans le secteur énergétique, les projets d'infrastructure et le commerce de la Tanzanie. Cette relation est renforcée par des intérêts communs en matière de [non-alignement](#) et de soutien mutuel dans les forums internationaux. L'Iran a également fourni une assistance technique et éducative à la Tanzanie, renforçant ainsi les liens bilatéraux. Ce partenariat reflète la stratégie plus large de l'Iran visant à s'implanter dans des régions africaines stratégiques par le biais d'une aide économique et d'une [aide au développement](#).

Les échanges économiques constituent la pierre angulaire de la stratégie de l'Iran dans la région. Les investissements iraniens couvrent divers secteurs, notamment l'énergie, l'agriculture et les infrastructures. L'Iran a signé de nombreux accords pour développer des projets pétroliers et gaziers, reflétant sa volonté de sécuriser ses ressources énergétiques et de diversifier ses partenaires économiques. En outre, les entreprises iraniennes se sont engagées dans des projets agricoles visant à assurer la sécurité alimentaire et à renforcer les liens commerciaux. Pourtant, les échanges commerciaux iraniens avec [l'ASS](#) restent modestes par rapport aux autres grandes puissances, mais ils augmentent. Des initiatives telles que la Conférence de coopération économique Iran-Afrique soulignent l'engagement de Téhéran à approfondir les liens économiques. En outre, l'Iran met à profit son expertise

dans des domaines tels que les produits pharmaceutiques et l'ingénierie pour s'implanter sur les marchés africains.

Enfin, la diplomatie culturelle est un élément essentiel de la stratégie iranienne. Les centres culturels iraniens répartis dans toute l'Afrique subsaharienne promeuvent la langue et la culture persanes, ainsi que les valeurs de [l'islam chiite](#). Cette ouverture culturelle est étroitement liée aux objectifs idéologiques de l'Iran, qui cherche à cultiver une base sympathique et à contrebalancer l'influence des puissances rivales, en particulier [l'Arabie Saoudite](#), qui promeut l'islam sunnite. Les échanges éducatifs et les bourses d'études pour les étudiants africains qui souhaitent étudier en Iran renforcent encore ces liens culturels et idéologiques. Grâce à ces initiatives, l'Iran vise à construire un réseau d'alliés influents au sein du tissu sociopolitique de la région.

Malgré ses ambitions, [l'Iran](#) est confronté à des défis considérables dans son engagement en Afrique subsaharienne. Les sanctions économiques imposées par les États-Unis et leurs alliés ont limité la capacité de l'Iran à investir et à commercer librement. En outre, la concurrence d'autres puissances étrangères, telles que la [Chine](#) et l'[Inde](#), constitue un obstacle important. La complexité du paysage politique et les conflits internes dans de nombreux pays africains compliquent encore davantage les efforts de l'Iran pour établir une présence solide.

En résumé, les engagements stratégiques de [l'Iran](#) en Afrique subsaharienne témoignent d'une approche sophistiquée pour étendre son influence dans les [pays du Sud](#). Malgré les réalisations susmentionnées dans la formation d'alliances et de partenariats économiques, des obstacles considérables subsistent. L'issue des activités de l'Iran dans la région aura des implications importantes pour la stabilité régionale et la dynamique [géopolitique](#) mondiale. Les activités de l'Iran en Afrique subsaharienne servent à illustrer l'importance croissante de cette région comme champ de bataille pour l'exercice de l'influence des puissances mondiales et régionales. Alors que l'Iran persiste dans ses efforts pour naviguer dans les complexités de cet engagement, ses expériences fourniront des informations précieuses sur les tendances plus larges qui façonnent les relations internationales au XXI^e siècle.

Bibliographie :

- Africanews** (2023): Iranian president 3-nation trip to Africa: What stakes? *Africanews*, 11 July 2023
- Akerele, Toulou** (2021): [The Iranian revolutionary apparatus and Hezbollah in West Africa](#). *Current Trends in Islamist Ideology*, vol. 29, pp. 102+
- Alibabalu, Sayyad Sadri & Teymur Sarkhanov** (2023): [Iran's public diplomacy and religious soft power in Africa](#). *Politics and Religion Journal (Political science of religion)*, 2023 (2), pp. 411-433
- Bakhshi, Ahmad** (2014): [Iran-South Africa Relations: Past Trends, Future Prospects](#). *Iranian Rev. Foreign Affairs*, vol. 5 (2), pp. 83-108
- Bazoobandi, S., & H. Talebian** (2023): [The evolvement of Iran–Israel's rivalry in the Red Sea and Eastern Africa](#). *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, vol. 17(4), pp. 341–355
- Bazoobandi, Sara** (2024): [Israel–Iran escalation: Reactions from the region and beyond](#). ISPI-90, 17 Apr 2024
- Bishku, Michael B.** (2021). [Nigeria and the Muslim Middle East: Historical, political, economic, and cultural Ties](#). *The Journal of the Middle East and Africa*, vol. 12(4), pp. 361–383
- Bovier, Emile** (2024): [La présence croissante de l'Iran en Afrique](#). *Les clés Moyen Orient*, 26 June 2024
- Camara, Joseph Boniface** (2021) : [La religion, nouvel outil du néocolonialisme en Afrique?](#) *Recherches Internationales*, vol. 121, pp. 163-183
- Corda, Tiziana** (2021): [Not all plain sailing: The highs and lows of Iran's scramble for the Horn of Africa](#). In: F.J.B.S. Leandro & C. Branco & F. Caba-Maria (eds): *The Geopolitics of Iran. Studies in Iranian Politics*. Palgrave Macmillan, Singapor, pp. 485–529
- Darwich, May** (2020): [Saudi-Iranian Rivalry from the Gulf to the Horn of Africa: Changing geographies and infrastructures](#). *Middle East Political Science (POMEPS)*; *ResearchGate*, pp.42-46
- DIRCO** (2024): [South Africa concerned at possible escalation of hostilities in the Middle East](#). Pretoria: Department of International Relations and Cooperation, 14 April 2024
- Evron, Yair** (2008): [An Israël-Iran balance of nuclear deterrence: Seeds of instability](#). Chapter 3, In: Ephraim Kam (ed.): *Israël and a Nuclear Iran: Implications for Arms Control, Deterrence, and Defense*, pp. 47-64; Memorandum No. 94, Tel Aviv: Institute for National Security Studies (INSS), July 2008
- Fakude, Themبisa** (2016): [The impact of the South Africa-Iran relations on the African Union](#). *Aljazeera*, 28 February 2016
- Furlan, Marta** (2022): [Israëli-Iranian relations: past friendship, current hostility](#). *Israël Affairs*, vol. 28(2), pp. 170–183
- Gov.UK** (2024): Foreign travel advice – Tanzania. London: Foreign, Commonwealth & Development Office travel advice
- Heibach, Jens** (2020): [Sub-Saharan Africa: A theatre for Middle East power struggles](#). *Middle East Policy*, vol. 27 (2), pp. 69-80
- Iran-Int. (2023)**: [Nigeria puts Iran on money laundering high-risk list](#). *Iran International Newsroom*, 7 July 2023
- IRNA** (2024): [Iran, Tanzania can boost ties relying on cultural affinities: Pezeshkian](#). *Islamic Republic News Agency*, 31 July 2024
- ISPI** (2024): [Israel–Iran escalation: Reactions from the region and beyond](#). Italian Institute for International Political Studies (ISPI, ISPI-90), 17 Apr 2024
- Khan Ahmadi, Leila** (2023): [The cultural relations between Iran and Sub–Sahara African countries before and after the Islamic revolution](#). *Africa Asia Relations*, vol. 1 (1), pp. 49-65
- Keynoush, Banafsheh** (2021): [Revolutionary Iran's Africa policy](#). King Faisal Center for Research and Islamic Studies, 154 p.

- Kohnert, Dirk** (2024): [On the history of Jews in Sub-Saharan Africa: The case of South Africa, Nigeria, DR Congo and Ethiopia](#). MPRA WP 120512
- Kohnert, Dirk** (2024a): [Navigating rivalries: Prospects for coexistence between ECOWAS and AES in West Africa](#). MPRA WP 121550
- Kohnert, Dirk** (2023): [The impact of Israël's Sub-Saharan relations on African migrants in Israël](#). MPRA Paper 118992
- Kohnert, Dirk** (2023a): [Does Turkey support development in West Africa? The example of Nigeria, Ghana and Ivory Coast](#). MPRA WP 117207
- Kohnert, Dirk** (2023b): [On the impact of the 2023 Sudanese war on Africa and beyond](#). MPRA WP 117581
- Kohnert, Dirk** (2023c): [The impact of foreign relations between Sub-Saharan Africa and the Arab Gulf states on African migrants in the region](#). SSRN WPS 4643258
- Kohnert, Dirk** (2022) : [Outside sources of terrorist threats in West Africa](#). MPRA WP, No. 115338
- Kohnert, Dirk** (2022a): [French domination of markets in Francophone Africa: Post-colonialism at its finest?](#) academia.edu, ResearchGate, MPRA_paper_112024
- Kohnert, Dirk** (2022b): [Russia and the rise of Islamic terrorism in Sub-Saharan Africa](#). SSRN No. 4122565
- Kohnert, Dirk & Laurence Marfaing** (2019): [Les élections présidentielles de 2019 au Sénégal ou la lente ascension des nouvelles générations](#). (Research Note), *Canadian Journal of African Studies (CJAS) / Revue canadienne des études africaines* , vol. 53, No. 2, pp. 355–366 (English version : Kohnert, Dirk & Laurence Marfaing (2019): [Senegal: Presidential elections 2019 - The shining example of democratic transition immersed in muddy power-politics](#). MPRA WP, No. 92739
- Lefebvre, Jeffrey** (2019): [Iran's scramble for Sub-Saharan Africa](#). *Insight Turkey*, vol. 21 / No. 1, pp. 133-115
- LeSage, Andre** (2014): [The rising terrorist threat in Tanzania: Domestic Islamist militancy and regional threats](#). Washington, D.C: Institute for National Strategic Studies, 1 September 2014
- Lob, E., & Yilmazkuday, H.** (2024): [A political economy analysis of changes and continuities in Iran–Africa trade relations: a case of South–South dependency?](#) *Review of Social Economy*, pp. 1–38
- Lob, Eric** (2023): [Iran-Africa relations under Raisi: Salvaging ties with the continent](#). *Muslim World*, vol. 113 (1-2), pp. 193-208
- Lob, Eric** (2022): [Iran's foreign policy and developmental activities in Africa. Between expansionist ambitions and hegemonic constraints in The Gulf States and the Horn of Africa](#). In: Robert Mason & and Simon Mabon (eds.): *The Gulf States and the Horn of Africa*. Manchester University Press, pp. 68-98
- Lob, Eric** (2016): [The Islamic Republic of Iran's foreign policy and construction on Jihad's developmental activities in Sub-Saharan Africa](#). *International Journal Middle East Studies*, vol. 48, pp. 313–338
- MA** (2024): [Tanzania inks agreement to pay its debts to Iran](#). Teheran Times, 23 January 2024 - *Tehran Times*
- Mason, Robert** (2022): [Pushing the envelope of national security and state influence at the margins: Saudi and Iranian competition in the Horn of Africa](#). In: Robert Mason & Simon Mabon (eds.): *The Gulf States and the Horn of Africa*. Manchester University Press, pp. 36-67
- Montclos, Marc-Antoine Pérouse de** (2020) : [L'Iran en Afrique subsaharienne](#). In : C. Therme (ed.) : *L'Iran et ses rivaux : entre nation et révolution*, Passés Composés, p. 179-190
- Onderco, Michal** (2016): [A battle of principles: South Africa's relations with Iran](#). *Commonwealth & Comparative Politics*, vol. 54 (2), pp. 252-267

- OEC** (2022): [Iran – Nigeria Trade](#). Observatory of Economic Complexity ([OEC](#)), 2022, OEC-World
- OEC** (2024): [Iran – Tanzania Trade](#): Observatory of Economic Complexity (OEC), OEC-World
- Onditi**, Francis (2022): [How to think and frame Third Worldism with illustrations from Iran-South Africa diplomatic relations, 2006-2019](#). *Qeios*, 29 Nov 2022, pp. 1-13
- Onyekachi**, Nnaemeka (2022): [Iran-Africa trade hits \\$1.2 billion in two years, targeting Nigerian market](#). *Nairametrics*, 9 June 2022
- Rémy**, Jean-Philippe & H el ene **Sallon** (2024) : [Two Isra eli strikes in Beirut and Tehran reshuffle cards of conflicts with Hamas and Hezbollah](#). *Le Monde*, 31 July 2024
- Rizzo**, Matt (2023): [Nigeria and South Africa added to FATF Grey List](#). *Inscope-AML*, 24 February 2023
- Scollon**, Michael (2024): [Iran homing in on Africa with trade promises, chaos](#). *Radio Free Europe, Radio Liberty*, April 23, 2024
- Sehhat**, Saeid & Alireza **Habibi** & Mohammad Ghaffary **Fard** & Yahaya **Abdulumumin** (2023): [Investigating the impact of economic sanctions on Iran-Nigeria bilateral trade \(2012-2022\)](#). *International Journal of Business and Development Studies*, vol. 15(1), pp. 111 to 141
- Steele**, Robert (2024): [Pahlavi Iran's Relations with Africa: Cultural and Political Connections in the Cold War](#). Cambridge University Press, 329 p.
- Steele**, Robert (2021): [Two Kings of Kings: Iran-Ethiopia Relations Under Mohammad Reza Pahlavi and Haile Selassie](#). *The International History Review*, vol. 43(6), pp. 1375–1392
- Teheran Times** (2024): [Tehran hosting 2nd Iran-Africa trade summit](#). *Teheran Times*, 27 April 2024
- Think Tank** (2024): [Expansion of BRICS: A quest for greater global influence?](#) *Think Tank*, European Parliament, *Briefing*, 15 March 2024
- Vaziri**, Parisa (2021): [Thaumaturgic, Cartoon Blackface](#). *Lateral*, Journal of the Cultural Studies Association, Cultural Constructions of Race and Racism in the Middle East and North Africa / Southwest Asia and North Africa (MENA/SWANA), vol. 10 (1), (Spring 2021), pp. 1-9
- Warner**, Jason & Carol Jean **Gallo** (2013): [Iran-Africa relations: The troubled bridge of Third World dialogue](#). In: Murithi, T. (d.): *Handbook of Africa's International Relations*, Routledge, pp. 397-407
- Xinhua** (2023): [Iran to help develop 5 refineries in South Africa: president](#). *Xinhua News Agency*, 25 May 2023
- Xinhua** (2024): [Iran, South Africa vow to improve bilateral ties](#). Teheran, 26 January, Xinhua News Agency

Abstract: *[Expanding Horizons: Iran's Strategic Engagements in Sub-Saharan Africa - Insights from South Africa, Nigeria, and Tanzania]* - Since the 1960s, both the regime of Reza Pahlavi (1941-1979) and, subsequently starting from 1979 the Islamic Republic of Iran, have intervened in sub-Saharan Africa (SSA). While the Shah's policies were motivated by a virulent anti-communist stance, the Islamic Republic of Iran (IRI) pursued a 'radical' policy of changing the political status of the Western world, including the Western Arab allies, who were hostile to the survival of the mullah regime. While the Shah focused on geopolitical interests, particularly in the Horn of Africa, the vital sea route to the Red Sea, and in South Africa, and ignored the interests of African Muslims, the IRI exploited increasingly radicalized Islamists to expand Iranian influence on the continent. For example, the IRI has spent billions of dollars in the region to provide Muslim schools and free social services through hospitals and orphanages supported by the Iranian Red Crescent. The IRI's strategy aimed to build grassroots support among Muslim communities rather than focusing exclusively on African governments. Tehran's expansionist policies included arms sales to state and non-state actors and the destabilization of regimes. The goal was to build partnerships that would help evade international sanctions while opening new terrain for its axis of resistance against its global and regional adversaries, particularly its arch-enemy Israel. Tehran's version of political Islam involved building up proxies, most notably Hezbollah in Lebanon and the Houthi rebels, most recently in Yemen, who have wreaked havoc on international shipping lanes in solidarity with the Palestinian cause. Tehran expanded its influence in the Sahel region, taking advantage of self-serving French Africa policy and the policies of other Western powers in West Africa to establish contacts with the anti-Western ASE military juntas in Burkina Faso, Mali and Niger. Russia, China and Turkey paved the way for this new alignment. The rivalry between Iran and Israel has intensified in recent decades, with several confrontations between the two countries in the Red Sea and East Africa since the 2010s. Iran has continuously expanded its engagement throughout the region, leading to a 'balance of deterrence' between the two countries.

Zusammenfassung: *[Erweiterte Horizonte: Irans strategisches Engagement in Afrika südlich der Sahara – Einblicke aus Südafrika, Nigeria und Tansania]* – Seit den 1960er Jahren intervenieren sowohl das Regime von Reza Pahlavi (1941-1979) als auch seit 1979 die Islamische Republik Iran in Subsahara-Afrika (SSA). Während die Politik des Schahs von einer virulenten antikommunistischen Haltung motiviert war, verfolgte die Islamische Republik Iran (IRI) eine ‚radikale‘ Politik der Veränderung des politischen Status der westlichen Welt, einschließlich der westlichen arabischen Verbündeten, die dem Überleben des Mullah-Regimes feindlich gegenüberstanden. Während sich der Schah auf geopolitische Interessen konzentrierte, insbesondere am Horn von Afrika, dem lebenswichtigen Seeweg zum Roten Meer, sowie in Südafrika, und die Interessen afrikanischer Muslime ignorierte, nutzte die IRI zunehmend radikalisierte Islamisten, um den iranischen Einfluss auf dem Kontinent auszuweiten. So hat die IRI beispielsweise Milliarden von Dollar in der Region ausgegeben, um muslimische Schulen und kostenlose soziale Dienste durch Krankenhäuser und Waisenhäuser bereitzustellen, die vom iranischen Roten Halbmond unterstützt wurden. Die Strategie des IRI zielte darauf ab, Unterstützung an der Basis unter muslimischen Gemeinschaften aufzubauen, anstatt sich ausschließlich auf afrikanische Regierungen zu konzentrieren. Teherans Expansionspolitik umfasste Waffenverkäufe an staatliche und nichtstaatliche Akteure sowie die Destabilisierung von Regimen. Ziel war es, Partnerschaften aufzubauen, die helfen würden, internationale Sanktionen zu umgehen und gleichzeitig neues Terrain für seine Widerstandsachse gegen seine globalen und regionalen Gegner, insbesondere seinen Erzfeind Israel, zu eröffnen. Teherans Version des politischen Islam beinhaltete den Aufbau von Stellvertretern, vor allem der Hisbollah im Libanon und den Houthi-Rebellen, zuletzt im Jemen, die aus Solidarität mit der palästinensischen Sache verheerende Schäden der internationalen Schifffahrtswege anrichteten. Teheran erweiterte seinen Einfluss in der Sahelzone und nutzte die eigennützige französische Afrikapolitik und die Politik anderer westlicher Mächte in Westafrika aus, um Kontakte zu den antiwestlichen Militärjuntas der ASE in Burkina Faso, Mali und Niger aufzubauen. Russland, China und die Türkei ebneten den Weg für diese neue Ausrichtung. Die Rivalität zwischen dem Iran und Israel hat sich in den letzten Jahrzehnten verschärft. Seit den 2010er Jahren kam es zwischen den beiden Ländern im Roten Meer und in Ostafrika zu mehreren Konfrontationen. Der Iran hat sein Engagement in der gesamten Region kontinuierlich ausgeweitet, was zu einem ‚Gleichgewicht der Abschreckung‘ zwischen den beiden Ländern führte.